

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Lybie-danger-d-intervention.html>

Lybie danger d'intervention militaire impérialiste

- Actualité politique internationale - Maghreb -

Publication date: jeudi 10 mars 2011

Description:

Comprendre ce qui se passe en Libye :

Mécontentement populaire profond mais aussi activités subversives impérialistes planifiées de longue date pour la prise de possession du pétrole.

Le pire qui puisse arriver ? la Libye, c'est l'intervention des USA. Le pire qui puisse se produire pour la recrudescence révolutionnaire qui ébranle le monde arabe, c'est l'intervention des USA en Libye.

Par Sara Flounders*

05.03.11

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le pire qui puisse arriver ? la Libye, c'est l'intervention des USA. Le pire qui puisse se produire pour la recrudescence révolutionnaire qui ébranle le monde arabe, c'est l'intervention des USA en Libye.

La maison Blanche réunit ses alliés impérialistes européens de l'OTAN pour discuter de l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, le blocus de toutes les communications du président M.Kadhafi en Libye et l'établissement de corridors militaires vers la Libye depuis l'Égypte et la Tunisie, prétendument pour « aider les réfugiés » (New York times 27 février).

Cela signifie le positionnement des troupes des USA et de l'OTAN en Égypte et en Tunisie près des deux champs pétrolifères les plus riches de Libye ? l'est et ? l'ouest. Cela signifie la coordination de manoeuvres du Pentagone avec les militaires d'Égypte et de Tunisie. Qu'est-ce qui pourrait être plus dangereux pour les révolutions de ces deux pays ?

L'Italie, l'autre colonisateur de Libye, a suspendu un traité de 2008 avec la Libye qui inclut une clause de non agression, un acte qui pourrait lui permettre d'être partie prenante des opérations de « *maintien de la paix* » dans ce pays et rendrait possible l'usage de ses bases militaires en cas d'une éventuelle intervention.

Diverses bases des USA et de l'OTAN en Italie, y compris la base de la 6e flotte US, près de Naples, pourraient constituer des zones de mise en oeuvre d'une action contre la Libye.

Le président B.Obama a annoncé que « *toute la gamme des options* » était prise en considération. C'est le discours de Washington pour les opérations militaires.

La secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, s'est réunie ? Genève le 28 /2 avec des ministres étrangers du conseil des droits humains de l'ONU pour discuter de possibles actions multilatérales.

En attendant, s'ajoute au tambourineur pour l'intervention militaire, la publication d'une lettre publique de l'Initiative de Politique Extérieure, un cercle de réflexion de l'extrême-droite vu comme successeur du Projet pour le nouveau siècle américain qui appelle les USA et l'OTAN ? préparer immédiatement une action militaire pour faciliter la chute de Kadhafi.

Les signataires de l'appel public incluent William Kristol, Richard Perle, Paul Wolfowitz, Elliott Abrams, Douglas Feith et une douzaine d'anciens hauts responsables du gouvernement de Bush, plus divers démocrates libéraux détachés comme Neil Hicks de Human Rights First et le chef des « droits humains » de Bill Clinton, John Shattuck.

La lettre demande des sanctions économiques et une action militaire : le déploiement d'avions de combat de l'OTAN et d'une armée navale pour imposer des zones d'exclusion aérienne ayant la capacité de neutraliser les embarcations navales libyennes.

Les sénateurs, J.Mac Cain et J.Lieberman, alors qu'ils étaient ? Tel Aviv le 25 février, appelèrent Washington ? fournir des armes aux rebelles libyens et ? établir une zone d'exclusion aérienne du pays.

Il ne faut pas négliger les appels ? ce que des contingents de travailleurs médicaux et humanitaires, inspecteurs des droits humains et enquêteurs de la Cour pénale internationale soient envoyés en Libye avec escorte militaire.

L'apport d'une aide humanitaire n'a pas ? inclure les militaires. La Turquie a évacué 7000 de ses ressortissants avec bateaux et transports aériens. 29000 travailleurs chinois sont partis par bateaux, avions et transports terrestres.

Cependant, la façon dont les puissances européennes sont en train d'évacuer leurs ressortissants de Libye durant la crise inclut une menace militaire et fait partie des manoeuvres impérialistes pour se positionner dans le futur de la Libye.

L'Allemagne a envoyé trois bateaux de guerre avec 600 soldats et 2 avions militaires pour récupérer 200 employés allemands de la compagnie d'exploration pétrolière Wintershall d'un champ dans le désert ? 1000 km de Tripoli. Les Britanniques ont envoyé un bateau de guerre HMS Cumberland pour évacuer 200 britanniques et annoncent que le destroyer York est en route depuis Gibraltar.

Les USA ont annoncé, le 28 février, qu'était envoyé l'immense porte-avions USS Enterprise et le bateau d'attaque amphibie USS Kearsarge de la mer rouge dans les eaux face ? la Libye où il rejoindra l'USS Mount Whitney et d'autres bateaux de guerre de la 6e flotte. Les fonctionnaires ont qualifié cela de « *positionnement préalable de recours militaire* ».

Vote ? l'ONU sur les sanctions

Le conseil de sécurité de l'ONU -sous la pression des USA- a voté le 26 février pour l'imposition de sanctions ? la Libye. Selon les études des propres agences de l'ONU, plus d'un million d'enfants irakiens sont morts suite aux sanctions imposées par les USA et l'ONU ? ce pays qui ouvrirent la route pour l'invasion des USA.

A charge d'égaliser la pure hypocrisie de la résolution sur la Libye avec la préoccupation pour les « *droits humains* ». Seulement quatre jours avant le vote, les USA ont utilisé leur veto pour bloquer une résolution insipide qui critiquait les occupations israéliennes en Cisjordanie (Palestine).

Le gouvernement des USA imposa au Conseil de Sécurité de n'entreprendre aucune action durant le massacre israélien ? Gaza en 2008 qui provoqua la mort de plus de 1500 Palestiniens. Ces organismes internationaux, tout comme la Cour pénale internationale, ont gardé le silence concernant les tueries israéliennes, sur les attaques de drones étasuniens contre des civils sans défenses au Pakistan et sur les invasions et occupations criminelles en Irak et en Afghanistan.

Le fait que la Chine ait voté contre les sanctions est un exemple triste qui montre que le gouvernement de Pékin laisse prévaloir son intérêt commercial et de continuité des importations de pétrole sur son opposition aux sanctions qui, clairement, affectent les populations civiles.

Qui dirige l'opposition ?

Il est important d'analyser le mouvement de l'opposition, spécialement de ceux que citent amplement tous les médias internationaux. Nous devons supposer que les gens font part de plaintes et injures spontanées. Mais qui dirige réellement le mouvement ?

Un article de premier plan, dans le New York Times du 25 février, décrivait la différence entre la Libye et les autres luttes qui ont éclaté dans tout le monde arabe. A la différence des rébellions de jeunes rendues possibles par Facebook, l'insurrection, dans ce cas, a été dirigée par des gens plus matures et qui se sont opposés activement au régime depuis un certain temps. L'article décrit la contrebande d'armes ? travers la frontière égyptienne durant des semaines, permettant que la rébellion monte rapidement et violemment en un peu moins d'une semaine.

Le groupe d'opposants qui est souvent cité est le Front National pour le Salut de la Libye (NFSL en anglais). On sait que le NFSL, fondé en 1981, est une organisation financée par la CIA, avec des officines ? Washington DC. Il a maintenu une force militaire, nommée l'armée nationale libyenne, près de la frontière égypto-libyenne. Une recherche sur Google sur le Front National pour le Salut de la Libye et la CIA confirmera rapidement certaines références.

C'est exprimé amplement ? la conférence nationale de l'opposition libyenne. C'est une coalition formée par le NFSL qui inclut aussi l'Union Constitutionnelle Libyenne (LCU) dirigée par Muhammad as-Senussi, prétendant au trône libyen. Le Web de la LCU appelle le peuple libyen ? renouveler son serment de loyauté au roi Idris el Senussi en tant que leader historique du peuple libyen. Le drapeau utilisé par la coalition est le drapeau de l'ancien royaume de Libye.

Évidemment, ces forces financées par la CIA et les anciens monarchistes sont politiquement et socialement différentes de la jeunesse privée de droits et des travailleurs qui ont marché par millions contre les dictateurs appuyés par les USA en Égypte et en Tunisie et qui, aujourd'hui, manifestent au Bahreïn, au Yémen et ? Oman.

Selon l'article du Times, l'aile militaire du NFSL, utilisant des armes de contrebande, ont rapidement pris des postes policiers et militaires dans la ville portuaire de Benghazi et les environs proches au nord des champs pétrolifères les plus riches de Libye, où se trouve la majeure partie des gazoducs et oléoducs, les raffineries et son port de gaz naturel liquéfié. Le Times et autres médias occidentaux affirment que cette zone est actuellement sous « *contrôle de l'opposition* », y compris 80% des installations pétrolifères de Libye.

L'opposition libyenne, ? la différence des mouvements des autres lieux du monde arabe a demandé l'aide internationale depuis le début. Et les impérialistes ont répondu rapidement. Par exemple, Mohammed Ali Abdallah, secrétaire général adjoint du NFSL, a envoyé un appel désespéré : « *Nous nous attendons ? un massacre* », « Nous envoyons un SOS ? la communauté internationale pour qu'elle intervienne ». Sans efforts internationaux pour contenir Kadhafi « *il y aura un bain de sang en Libye dans les prochaines 48 heures.* »

Le Wall Street Journal, voix du Grand Capital, a écrit dans son éditorial du 23 février, que les USA et l'Europe devraient aider les Libyens ? destituer le régime de Kadhafi.

Intérêts des USA : le pétrole

Pourquoi, Washington et les puissances européennes sont-elles désireuses et disposées ? intervenir en Libye ?

Quand se produit quelque chose de nouveau, il est important de passer en revue ce que nous savons du passé et nous interroger : quels sont les intérêts des multinationales étasuniennes dans la région ?

La Libye est un pays riche en pétrole, un des 10 plus riches du monde. La Libye possède les plus grandes réserves

prouvées de pétrole en Afrique, au moins 44 millions de barils. Elle produit 1,8 million de barils de pétrole par jour. Un cru léger considéré de la plus grande qualité et qui nécessite moins de raffinage que la plus grande partie du pétrole. La Libye possède aussi de grands gisements de gaz naturel, facile à canaliser pour les marchés européens. C'est un pays très vaste avec une population faible de 6,4 millions de personnes.

C'est ainsi que les puissantes multinationales pétrolières et militaires et les institutions financières des USA qui dominent le marché des USA voient la Libye.

Actuellement, le pétrole et le gaz sont les matières premières les plus valorisées et la meilleure source de bénéfices dans le monde. Obtenir le contrôle des champs pétrolifères, les oléoducs, les raffineries et les marchés constitue, en grande partie, ce qui impulse la politique impérialiste des USA.

Durant deux décennies de sanctions des USA contre la Libye pendant lesquelles les USA espèrent mettre à bas le régime, les intérêts corporatistes européens investirent fortement dans le développement de cadres et infrastructures dans ce pays. Près de 85% des exportations d'énergie de Libye vont vers l'Europe. Les multinationales européennes - en particulier BP, Royal Dutch Shell, Total, ENI, BASF, Statoil y Repsol- ont dominé le marché libyen.

Les gigantesques multinationales pétrolières des USA étaient exclues de ces accords lucratifs. La Chine a acheté une quantité croissante de pétrole produit par la Corporation nationale de pétrole de Libye et a construit un petit oléoduc en Libye.

Les immenses bénéfices qu'ils pourraient obtenir avec le contrôle du pétrole et du gaz naturel de Libye sont le motif de l'appel de plus en plus bruyant des médias US en faveur de l'intervention humanitaire pour « sauver » des vies ».

Manlio Dinucci, journaliste italien qui écrit dans le Manifesto d'Italie, expliquait le 25 février que si Kadhafi était expulsé du pouvoir, les USA pourraient démolir tout le marché des relations économiques et ouvrir le chemin aux multinationales basées aux USA qui, actuellement, sont totalement exclues de l'exploitation des réserves énergétiques en Libye. Ainsi, les USA pourraient contrôler le robinet des sources d'énergie desquelles dépend une grande partie de l'Europe et aussi l'approvisionnement de la Chine.

Antécédents de la Libye

La Libye a été une colonie italienne depuis 1911 jusqu'à la défaite de l'Italie à la seconde guerre mondiale. Les puissances impérialistes occidentales établirent dans la région depuis la guerre, des régimes qui furent appelés États indépendants mais qui étaient dirigés par des monarchies nommées, sans vote démocratique des peuples. La Libye devint un pays souverain seulement en apparence, mais qui était lié aux USA et à la Grande Bretagne par un nouveau monarque, le roi Idris.

En 1969, une vague de luttes anticoloniales mobilisa le monde colonisé, de jeunes officiers militaires nationalistes de mentalité panarabe déposèrent le roi Idris alors qu'il était en vacances en Europe.

Le leader du coup d'Etat était Muammar Kadhafi âgé de 27 ans. La Libye changea son nom et de Royaume de Libye devint la République arabe libyenne et ensuite la Grande Jamahiriya arabe de Libye populaire et socialiste. Les jeunes officiers ordonnèrent la fermeture des bases US et GB en Libye, y compris la grande base aérienne Wheelus du Pentagone. Ils nationalisèrent l'industrie du pétrole et beaucoup d'intérêts commerciaux qui étaient sous contrôle

impérialiste des USA et de la GB.

Ils réalisèrent de nombreux changements progressistes. La nouvelle Libye fit beaucoup de progrès économiques et sociaux. Les conditions de vie des masses s'améliorèrent radicalement. La majeure partie des besoins essentiels - aliments, logement, combustible, surveillance sanitaire et éducation - fut fortement subventionnée voire même devint gratuite. On utilisa les subsides comme la meilleure façon de redistribuer la richesse nationale.

La condition des femmes changea drastiquement.

En 20 ans, la Libye gagna le premier rang de l'Afrique en ce qui concerne l'indice de développement humain, un critère des Nations-Unies en ce qui concerne l'espérance de vie, la réussite sur le plan éducationnel et les gains réels. Durant les années 60 et 80, la Libye fut connue internationalement pour ses fortes prises de position anti-impérialistes et son appui aux autres luttes révolutionnaires, du Congrès national africain en Afrique du Sud ? l'organisation pour La libération de la Palestine et l'Armée républicaine irlandaise.

Les USA réalisèrent de nombreuses tentatives d'assassinat et de coups d'Etat contre le régime de Kadhafi et financèrent des groupes armés d'opposition comme le NSFL. Quelques attaques étasuniennes furent flagrantes et ouvertes. Par exemple, 66 avions de chasse US bombardèrent sans avertissement la capitale libyenne de Tripoli et sa seconde ville Benghazi, le 15 avril 1986. La maison de Kadhafi fut bombardée et sa petite fille mourut dans l'attaque ainsi que cinq autres personnes.

Durant les années 80 et 90 les USA réussirent ? isoler la Libye grâce ? de strictes sanctions économiques. Ils firent tout ce qu'ils pouvaient pour saboter l'économie et déstabiliser le gouvernement.

Diabolisation de Kadhafi

C'est le peuple libyen, d'Afrique et du monde arabe qui doit évaluer le rôle contradictoire de Kadhafi, président du Conseil de commandement révolutionnaire de Libye. La population des USA, le centre d'un empire basé sur l'exploitation globale, ne devrait pas adhérer aux caractéristiques racistes, ? la ridiculisation et la satanisation de Kadhafi quiaturent les médias.

Y compris si Kadhafi avait été tranquille et austère comme un moine et aussi soigneux qu'un diplomate, il aurait toujours été, en tant que président d'un pays africain riche en pétrole, préalablement sous-développé, haï, ridiculisé et diabolisé par l'impérialisme étasunien dans la mesure où il offrait une résistance ? la domination étasunienne. Ce fut son véritable crime et c'est pour cela que les USA ne le lui ont jamais pardonné.

Il est important de signaler que jamais ils n'utilisent de termes dégradants et racistes contre des pions fidèles des USA ou des dictateurs, si corrompus ou implacables soient-ils avec leur propre peuple.

Les menaces des USA imposent des concessions ? la Libye

Depuis le crime de la guerre étasunienne annoncé comme « *commotion et crainte* » avec son bombardement aérien massif de l'Irak suivi par une invasion terrestre et une occupation, la Libye a finalement succombé aux exigences des

Lybie danger d'intervention militaire impérialiste

USA. Après des décennies de solidarité militante antiimpérialiste, la Libye a changé radicalement de route. Kadhafi a offert son aide aux USA dans la « *guerre contre la terreur*. »

Les exigences de Washington étaient onéreuses et humiliantes. La Libye fut obligée d'accepter la responsabilité totale pour l'attentat de Lockerbie et de payer 2700 millions de dollars d'indemnisation. Ce n'était que le début. Pour que les USA lèvent leurs sanctions, la Libye fut obligée d'ouvrir ses marchés et « restructurer » son économie. Tout cela constituait une partie du paquet.

Malgré les nombreuses concessions de Kadhafi et les grandes réceptions subséquentes de la part des chefs des États européens, l'impérialisme étasunien était en train de planifier son humiliation totale et sa chute.

Les think tanks (cercles de réflexion) étasuniens réalisèrent de nombreuses études sur la façon de subvertir et affaiblir l'appui populaire ? Kadhafi.

Les stratégies du FMI apparurent en Libye avec des programmes. Les nouveaux conseils économiques prescrivaient les mêmes recettes qu'ils imposent ? n'importe quel pays en développement. Mais la Libye n'avait aucune dette extérieure, elle avait une balance commerciale positive de 27 milliards de dollars par an. L'unique raison pour laquelle le FMI exigea la fin des subventions de première nécessité était d'affaiblir la base sociale de l'appui au régime.

La « *libéralisation du marché* » de Libye signifia la suppression de 5 milliards de dollars de subventions annuelles. Durant des décennies, l'Etat avait subventionné 93% de la valeur de divers produits de base, en particulier le combustible. Après avoir accepté le programme du FMI, le gouvernement multiplia le prix de l'électricité aux consommateurs. Il y eut une augmentation imprévue de 30% sur les prix du combustible. Cela provoqua des augmentations de prix de beaucoup de biens et services.

Ils dirent ? la Libye qu'elle devait privatiser 360 compagnies et entreprises étatiques, y compris des usines sidérurgiques, fabriques de ciment, centres d'ingénierie, fabriques d'aliments, lignes de montage de camions et autobus et fermes d'Etat. Cela fit que des milliers de travailleurs perdirent leur poste de travail.

La Libye dut vendre une participation de 60% de la Compagnie pétrolière d'Etat Tamoil et privatiser sa Compagnie générale nationale de fabrication de farines et fourrages.

Le fonds de la fondation Carnégie était déjà en train de contrôler l'impact des réformes économiques. Une information de Eman Wahby de 2005 intitulée « *Les réformes économiques mécontentent les citoyens libyens* » disait que « *l'autre aspect de la réforme structurelle fut la fin des restrictions des importations. Des licences furent accordées ? des compagnies étrangères pour exporter en Libye au travers d'agences locales. Résultat : les produits du monde entier inondèrent le marché libyen, auparavant isolé.* » Ce fut un désastre pour les travailleurs des usines libyennes qui n'étaient pas préparés ? affronter la compétition.

Plus de 4 milliards de dollars entrèrent en Libye qui devint le premier destinataire de l'investissement étranger en Afrique. Comme le savent trop bien les banquiers et leurs think tanks, cela ne bénéficia pas aux masses libyennes, mais les appauvrit.

Mais peu leur importait ce que faisait Kadhafi, ça n'a jamais été suffisant pour le pouvoir des USA. Les banquiers et financiers voulaient plus. Ils n'avaient pas confiance. Kadhafi s'était opposé au pouvoir des USA durant des décennies et ils continuaient ? la considérer comme non fiable.

La revue US Banker publia, en mai 2005, un article intitulé « *Marchés émergents. Est-ce que la Libye est la prochaine frontière des banques US ?* ». Elle disait que « *Tandis que la nation approuve les réformes, les bénéfiques attirent mais le chaos abonde* ». Dans une interview, Robert Armao, président du conseil commercial et économique USA-Libye basé à New-York affirme : « *Toutes les grandes banques occidentales sont maintenant en train d'explorer les opportunités dans ce pays.* » Armao ajoute : « *La situation politique avec Kadhafi devient très douteuse* ». Le potentiel « *apparaît merveilleux pour les banques. La Libye est un pays qui n'a pas été touché et une terre d'opportunité. Ça va arriver mais ça pourrait tarder un peu.* »

La Libye n'a jamais été un pays socialiste. Elle y a toujours eu une grande richesse héritée et de vieux privilèges. C'est une société composée de classes avec des millions de travailleurs dont beaucoup d'immigrants.

La reconstruction de l'économie pour maximiser les bénéfices des banquiers occidentaux déstabilisa les relations y compris dans les cercles gouvernants. Qui participa aux accords pour privatiser les secteurs-clés de l'industrie, quelles familles ? Quelles tribus ? Qui se tint ? L'écart ? Apparurent de vieilles rivalités.

On peut voir jusqu'à quel point le gouvernement des USA était en train d'observer les changements dans les messages, en provenance de Wikileaks récemment publiés par l'ambassade de Tripoli et reproduits dans le Télégraph britannique du 31 janvier. Un câble intitulé « *L'inflation augmente en Libye* » et envoyé le 4 janvier 2009, décrivait l'impact d'un programme radical de privatisation et de restructuration du gouvernement.

« *On assiste à des augmentations exceptionnelles* » disait le câble « *dans les prix des produits alimentaires, auparavant subventionnés, comme le sucre, le riz et la farine. Ils ont augmenté de 85% en 2 ans, depuis la suppression des subventions. Les matériaux de construction ont également connu une forte augmentation, les prix du ciment, congolés et briques ont augmenté de 65% durant l'année passée. Le ciment a augmenté en un an de 5 dinars libyens par sac de 50 Kg à 17 dinars ; le prix des barres d'acier a été multiplié par 10.*

La fin (par le gouvernement libyen) des subventions et contrôles de prix comme partie d'un programme large de réformes économiques et de privatisations a contribué certainement aux pressions inflationnistes et a causé quelques ressentiments.

La combinaison de la haute inflation et la diminution des subsides et contrôle de prix est préoccupante pour un peuple libyen habitué à la meilleure protection du gouvernement face aux forces du marché. »

Ces câbles de l'Ambassade des USA confirment que pendant qu'ils maintenaient des groupes libyens d'opposition en Égypte, Washington et Londres mesuraient constamment la température du mécontentement massif causé par leurs politiques.

Actuellement, des millions de personnes aux USA et dans le monde entier sont inspirées par les actions de millions de jeunes dans les rues d'Égypte, de Tunisie, du Bahreïn, du Yémen et maintenant d'Oman. L'impact est sensible même dans les manifestations au Wisconsin.

Il est vital que le mouvement politique et la conscience de classe étasunienne résistent à l'énorme pression de la campagne orchestrée par les USA en faveur de l'intervention militaire en Libye.

Il faut s'opposer à une nouvelle aventure impérialiste. Solidarité avec les mouvements populaires ! Bas les mains, USA !

Sara Flounders

05.03.11

* Sara Flounders est une collaboratrice de Mondialisation.ca.

Article original en anglais, As U.S. warships near Libya, Danger of Imperialist Military Intervention Grows, publié le 5 mars 2011.

- Essai de traduction par Mélusine.
- Le titre est de la rédaction d'Alger républicain